

A l'attention de Monsieur François Hollande
Présidence de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Notre pays se trouve face à une opportunité historique et exceptionnelle, en accueillant l'an prochain à Paris la vingt-et-unième Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques. À cette occasion, la communauté internationale concentrera son attention sur le processus de négociation pour parvenir à un accord climatique qui soit à la fois ambitieux, juste et efficace.

L'importance de cette rencontre et notre condition de pays hôte, représentent un contexte idéal pour mobiliser nos concitoyens et souligner que l'engagement des acteurs français peut être un exemple à suivre. Les solutions éprouvées existent déjà. Des milliers d'entreprises françaises, de collectivités locales, d'associations, d'ONG, d'établissements d'enseignement et de recherche démontrent chaque jour leur capacité à mettre en œuvre des actions concrètes et innovantes pour prévenir, freiner et s'adapter au dérèglement climatique. Loin d'être une contrainte, ces initiatives sont une véritable opportunité et offre de réelles réponses aux crises qui affectent l'emploi, la santé, la justice sociale ou encore le portefeuille des ménages.

Toutefois, face aux enjeux climatiques, le rythme de ces actions doit être accéléré. C'est pour cette raison qu'en tant que Club France Développement durable rassemblant plus de 80 réseaux majeurs du secteur privé, territorial et associatif, nous exprimons par le présent courrier différentes attentes, que nous vous demandons de bien vouloir prendre en compte lors de votre déplacement à New York au Sommet sur les changements climatiques organisé en ce mois de septembre 2014 par le Secrétaire général des Nations Unies.

Nous demandons notamment aux Nations-Unies :

- d'associer plus largement l'ensemble des acteurs non étatiques à la préparation des COPs ;
- de définir les modalités de contribution de la société civile au Fonds vert pour le climat ;
- de rendre opérationnels les mécanismes de lutte contre la déforestation, de transfert technologique et d'aide à l'adaptation au changement climatique ;
- d'adopter des indicateurs plus pertinents que le PIB, devant prendre en considération les dommages économiques et sociaux liés au changement climatique ;
- de reconnaître le rôle essentiel de l'enseignement et de la recherche dans la création et la diffusion des nouveaux savoirs sur l'évolution du climat ;
- d'adopter une Charte internationale donnant un statut aux déplacés environnementaux et climatiques.

Nous demandons aux Etats :

- de poser les bases d'une stabilité à long terme s'appuyant sur un cadre législatif et réglementaire ;
- d'approuver les conclusions du 5ème rapport du GIEC ;
- de développer une information pédagogique et compréhensible par tous sur les enjeux territoriaux du changement climatique ;
- de définir des stratégies étatiques ambitieuses de transition post-carbone ;
- de renforcer la participation des acteurs territoriaux dans la définition des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- de poursuivre la décentralisation des administrations publiques afin d'impulser et accompagner les changements des modes de production et de consommation, de réduire les coûts de gestion et d'apporter la crédibilité nécessaire à la mobilisation des citoyens et des partenaires locaux sur les questions climatiques
- d'accompagner les entreprises sur la réduction des émissions de GES en développant notamment une politique fiscale adaptée ;
- de lutter contre les inégalités environnementales et réduire la vulnérabilité des peuples aux aléas naturels et anthropiques ;
- d'anticiper et accompagner les dynamiques migratoires liées à l'évolution du climat ;
- de mesurer les conséquences économiques, sociales et environnementales du dérèglement climatique.

Nous demandons à l'Union européenne :

- d'assurer un leadership politique sur les négociations climatiques, en dépassant les dissensions internes, afin de parvenir à l'adoption d'une position communautaire unique basée sur une alliance forte avec les acteurs européens non étatiques ;
- d'organiser un débat entre les membres de l'Union européenne et les acteurs non-gouvernementaux sur la COP 21 ;
- de prendre en compte le dérèglement climatique dans toutes ses politiques, en particulier dans les domaines de l'énergie, du transport, de l'agriculture, du bâtiment et du développement économique ;
- d'aider au développement de réseaux de mutualisation et d'échanges sur la responsabilité sociétale des organisations ;
- de soutenir financièrement les démarches de coproduction engagées à l'échelle des territoires sur le développement durable, comme les Agenda 21 et les Plan Climat territoriaux ;
- d'améliorer le système d'échanges de quotas carbone et renforcer le signal-prix du carbone à long terme sur le marché communautaire ;
- de réduire de 55 % ses émissions de gaz à effet de serre et d'atteindre 45% d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'ici à 2030 et 40% d'économie d'énergie par rapport à 2005 ;
- de créer une instance européenne de médiation et de règlement des conflits environnementaux qui garantira la mise en œuvre des principes de précaution, de prévention et celui de « pollueur-payeur » ;
- de supprimer progressivement d'ici à 2020 les aides néfastes à la protection de l'environnement et en particulier celles qui contribuent au réchauffement climatique ;
- de promouvoir la recherche et l'innovation pour accélérer le développement d'une économie post-carbone et résiliente au changement climatique, pour que l'Europe puisse rester compétitive et garde sa place d'acteur majeur dans le monde.

De surcroît, nous tenons, en tant que Club contribuant à la coordination française pour le développement durable à l'international, à rappeler que la France se doit :

- d'assurer une présidence forte de la COP 21, en étant médiateur, facilitateur et maître des débats durant les négociations ;

- d'être exemplaire dans la lutte contre le changement climatique, en réduisant de moitié la consommation d'énergie finale d'ici à 2050 ;
- d'associer largement les acteurs français non étatiques aux négociations climatiques ;
- de proposer des « démonstrateurs territoriaux », de partager les solutions et expériences réussies et de favoriser les transferts de technologies pour promouvoir une économie décarbonée, innovante et reproductible ;
- d'inciter les entreprises à intégrer les questions climatiques en facteur de compétitivité ;
- de développer une gouvernance territoriale de l'énergie en particulier sur l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables ;
- de simplifier les procédures administratives et les cadres juridiques d'appels d'offre sur les énergies renouvelables, sans affaiblir la nécessaire protection de l'environnement ;
- de trouver le juste équilibre entre contrôle réglementaire et droit à l'expérimentation, afin de favoriser la mise en œuvre de projets originaux dans un cadre cohérent ;
- de soutenir la coopération entre les pays du Nord et du Sud afin de partager les mêmes visions et valeurs sur le changement climatique.

Nous sommes convaincus, Monsieur le Président de la République, que vous partagez les analyses que nous vous soumettons ainsi respectueusement, et espérons que votre intervention à la tribune des Nations-Unies, la semaine prochaine sera l'occasion de porter ces éléments au débat. Nous tenons à saluer votre présence personnelle à cette rencontre au plus haut niveau de la gouvernance mondiale sur le Climat et vous encourageons à y tenir toute la place souhaitable en vue du futur accord de Paris en 2015.

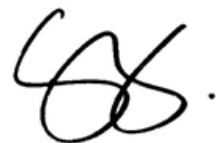
La France, et nous saluons cette position, a été l'un des pays engagés dans le processus de Kyoto. Elle y a collaboré de façon constructive et a montré sa mobilisation à maintes reprises. Nous sommes fiers que la France se soit montrée leader à cette période. Aujourd'hui, forts de l'appui de multiples acteurs privés, territoriaux et associatifs, nous restons confiants quant à son profond engagement en faveur d'un accord climatique global en 2015.

Nous comptons sur votre implication personnelle comme vous pouvez compter sur notre mobilisation. Le dispositif « Solutions COP21 » développé à l'initiative du Comité 21 en lien avec le Club France développement durable, sera l'occasion tout au long de cette année d'assurer la promotion et l'émergence de solutions concrètes face au dérèglement climatique. Une nouvelle donne climatique est en marche. Les Etats du monde entier doivent veiller à l'accélérer.

Nous aimerions, tout comme en 2012 lors de notre conférence de lancement à la Grande Halle de la Villette devant 1000 acteurs concernés, puis quelques jours plus tard sur le Pavillon de la France que nous avons réalisé et animé à Rio, vous recevoir pour un grand événement mobilisateur de nos réseaux.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Gilles Berhault,
président du Comité 21 et du Comité d'orientation du
Club France Développement durable



Nota : Ce courrier est le fruit du travail collégial du Club France Développement Durable. Toutefois, il n'engage pas nécessairement l'opinion de tous les membres et réseaux associés du club.